

Janick Marina Schaufelbuehl



LA FRANCE ET LA SUISSE OU LA FORCE DU PETIT

Évasion fiscale, relations
commerciales et financières
(1940-1954)



SciencesPo.
Les Presses

Extrait de la publication

La France et la Suisse ou la force du petit

*La collection Histoire de la Mission historique
de la Banque de France
est dirigée par Michel Margairaz*

La collection *Histoire* de la Mission historique de la Banque de France se propose de publier des travaux portant, pour tout ou partie, sur l'histoire de la Banque de France, de la monnaie et du crédit. La collection rend ainsi publiques et verse au débat des recherches qui reposent sur l'exploitation scientifique de sources originales de première main et tentent d'insérer les mécanismes de la technique monétaire et financière dans l'histoire plus large des économies et des sociétés contemporaines.

La France et la Suisse ou la force du petit

Évasion fiscale, relations commerciales
et financières (1940-1954)

Janick Marina Schaußelbuehl

Ouvrage publié grâce au soutien
du Fonds national suisse de la recherche scientifique
de l'Université de Lausanne, direction de l'Université
de la Fondation du 450^e anniversaire de l'Université de Lausanne
et de l'Institut d'histoire économique et sociale de l'Université de Lausanne.



SciencesPo.
Les Presses

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)
La France et la Suisse ou la force du petit. Évasion fiscale, relations commerciales et financières (1940-1954) / Janick Marina Schaufelbuehl – Paris : Presses de Sciences Po, 2009.

ISBN 978-2-7246-1136-6

RAMEAU :

- Guerre mondiale (1939-1945) : Aspect économique : Suisse
- Guerre mondiale (1939-1945) : Aspect économique : France
- Finances internationales : 1900-1945
- France : Relations extérieures : 1940-1945
- France : Relations économiques extérieures : Suisse : 1900-1945
- Suisse : Relations économiques extérieures : France : 1900-1945
- France : Relations économiques extérieures : Suisse : 1945-1970
- Suisse : Relations économiques extérieures : France : 1945-1970

DEWEY :

- 940.6 : Deuxième Guerre mondiale
- Public concerné : public intéressé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	9
Liste des abréviations	11
Préface	13
Introduction	19
<i>Chapitre 1 /</i> LA MISE EN PERSPECTIVE DES RELATIONS COMMERCIALES ET FINANCIÈRES	35
La balance commerciale	35
Le fer et le charbon français : un enjeu crucial	38
Le poids de l'industrie des machines et de la chimie	41
Les changements structurels des importations françaises de machines et de matériel électrotechnique	43
Les produits dits <i>non essentiels</i>	48
Les relations financières : la fuite des capitaux et les crédits suisses	52
<i>Chapitre 2 /</i> BERNE, VICHY ET ALGER DURANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE	59
Vichy et Berne adaptent leurs échanges aux contraintes de la guerre et de l'occupation	59
Les intérêts commerciaux sans risque politique avec la France d'Alger	70
Les six premiers mois de la Libération : l'adaptation difficile des rapports franco-suisses	74
Comment financer une reprise des échanges franco-suisses?	84
Paris tente de mobiliser les avoirs privés en Suisse	87
Berne peine à s'adapter au retournement de la guerre	93
L'enjeu du transit suisse par la France	95
Conclusion	99

Chapitre 3 / LA REPRISE DES RELATIONS FRANCO-SUISSES SOUS L'ŒIL DE WASHINGTON (1945)	103
Sortir de l'isolement international	
par le biais d'une offensive exportatrice	104
Un front allié pour épauler les négociateurs français	107
Un crédit de 250 millions de FS pour la France	111
Les négociations « Currie » et leur impact sur les rapports franco-suisse	117
Quels ports pour le transport suisse?	
La concurrence entre Marseille et Gênes	128
Le charbon et les dentelles :	
l'échec des pourparlers de mai 1945	134
Paris s'empresse de payer ses dettes	137
La contrebande de billets français en Suisse	141
La politique de l'ignorance délibérée :	
l'enquête de façade sur les avoirs français en Suisse	144
Les négociations de l'automne 1945	151
Conclusion	160
Chapitre 4 / ENTRE CRISES ET CONSOLIDATION DES ACQUIS (1946-1949)	163
Les négociations à Washington : Paris tente d'obtenir une compensation maximale pour l'or belge	165
Les négociations en 1946 :	
un programme commercial pessimiste	180
Les échanges sous l'emprise du Plan et de l'aide Marshall (1947)	188
Les transactions financières :	
entre service des emprunts et tourisme	194
Le retour des crédits privés	197
Des échanges déséquilibrés et la recherche de solutions	202
La réforme monétaire française de janvier 1948	206
La crise dans les négociations sur le marché libre du franc suisse	212
René Mayer adapte son Plan monétaire (mars 1948)	216
L'épreuve de force (1949)	219
Conclusion	225

Chapitre 5 / L'ÉVASION DES CAPITAUX, UN ENJEU ENTRE LES ÉTATS-UNIS, LA SUISSE ET LA FRANCE (1945-1949)	229
Le gouvernement français s'efforce de saisir les avoirs privés à l'étranger	230
Les autorités fédérales donnent carte blanche aux banques	232
Les avoirs français sous pavillon suisse aux États-Unis	236
Paris cherche la collaboration du Trésor américain pour forcer les propriétaires à se déclarer (1946)	240
Les projets des banquiers suisses pour un déblocage anonyme (1947)	245
L'intervention de Washington : le plan Snyder	248
Un banquier se rend à Washington à l'insu du gouvernement suisse	251
La Suisse débloque unilatéralement les avoirs français (mars 1948)	254
Les négociations américano-suisse pour adoucir l'impact du plan Snyder (février-avril 1948)	257
Le <i>tourisme de certification</i> en Suisse	260
La connivence entre Paris et Berne pour un déblocage anonyme (mars-juillet 1948)	265
Des fonctionnaires suisses impliqués dans des fraudes massives au profit de propriétaires français	274
La fin de la procédure de déblocage des avoirs français sous pavillon suisse aux États-Unis (juillet 1948-mars 1949)	278
Un bilan chiffré : combien de fonds français non déclarés ont été débloqués et qui sont les propriétaires de ces avoirs ?	281
Conclusion	287

Chapitre 6 / LA LEVÉE DES CONTENTIEUX FINANCIERS (1947-1954)	291
Les créances financières de l'État suisse face aux créances du privé	292
Les nationalisations de la Libération en France et leur impact sur les investisseurs suisses	299
<i>L'arme financière</i> pour obtenir un traitement privilegié des actionnaires suisses	301
Les assureurs suisses lésés	313
La Société des Nations, la double imposition et l'évasion fiscale (1922-1939)	316
La double imposition et l'évasion fiscale : deuxième épisode (1945-1954)	330
Conclusion	336
Chapitre 7 / LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES (1950-1954)	341
L'Union européenne des paiements et les relations franco-suisses	342
Vers une libéralisation du commerce (été 1950-été 1954)	347
L'adaptation des relations financières franco-suisses à l'Union européenne des paiements	353
Comment améliorer une position débitrice ou créditrice dans l'Union européenne des paiements?	355
L'exportation des capitaux suisses vers la France en 1950	360
Faut-il exclure les spéculateurs du service d'un emprunt d'avant guerre?	366
Les emprunts Pinay et les grands crédits (1952-1954)	372
Conclusion	380
CONCLUSION GÉNÉRALE	385
Entre structures lourdes et rapports conjoncturels	385
Les différentes phases des relations franco-suisses	388
Le jeu des acteurs	390
La force du petit	397
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	399
Sources inédites	399
Sources éditées et publications officielles	405
Ouvrages et articles	406
ANNEXES	425
INDEX DES NOMS	437
INDEX DES LIEUX	441

Remerciements

Durant toute l'élaboration de ce travail, j'ai bénéficié de l'aide, des conseils et du soutien d'un nombre important d'institutions et de personnes.

J'ai eu la chance d'obtenir deux allocations de thèse de la Mission historique de la Banque de France, que je tiens à remercier chaleureusement. Ma gratitude va également au Fonds national suisse de la recherche scientifique et au Programme de cotutelle de thèse de la Conférence des recteurs des universités suisses pour m'avoir permis, grâce à leur soutien financier, de mener à bien mes recherches dans les archives en France et aux États-Unis.

De nombreuses personnes m'ont été très précieuses. À ce titre, je voudrais d'abord exprimer ma vive reconnaissance envers mes deux directeurs de thèse, Jean Batou et Michel Margairaz, dont les conseils et le soutien amical m'ont été d'un très grand apport. Ma gratitude va également aux membres de mon jury de thèse pour leur lecture attentive et leurs remarques judicieuses.

Pour leur travail de relecture et leurs conseils, je tiens à remercier tout particulièrement Sandra Bott, Thomas David, Sébastien Guex, Hans Ulrich Jost, Claude Lützelshwab, Malik Mazbouri, Jean M'Pele, Nora Natchkova, Isabelle Paccaud et Yves Sancey. Qu'ils et elles sachent que leur aide m'a été immensément utile.

Pour leurs appuis et leur disponibilité, j'ai également une dette particulière envers les collaborateurs et collaboratrices des Archives de la Banque de France, du ministère des Finances, du ministère des Affaires étrangères, de l'Archiv für Zeitgeschichte, des Archives fédérales, des Archives de la Banque nationale suisse, de l'Association suisse des banquiers et des National Archives and Records Administration. Je leur adresse mes très vifs et amicaux remerciements.

Enfin, ma gratitude va à mes proches pour leur soutien si précieux.

Liste des abréviations

AASB : Archives de l'Association suisse des banquiers, Bâle
ABdF : Archives de la Banque de France, Paris
ABNS : Archives de la Banque nationale suisse
ACF : Arrêté du Conseil fédéral
AfZ : Archiv für Zeitgeschichte, Zurich
AFB : Archives fédérales, Berne
AMAE : Archives du ministère des Affaires étrangères
AMF : Archives du ministère des Finances, Savigny-le-Temple
ASB : Association suisse des banquiers
AVS : Assurance vieillesse suisse
BNS : Banque nationale suisse
CECA : Communauté européenne du charbon et de l'acier
CFF : Chemins de fer fédéraux
CFLN : Comité français de la Libération nationale
CICR : Comité international de la Croix-Rouge
CS : Crédit Suisse
DDS : Documents Diplomatiques Suisses
DFF : Département fédéral des finances et des douanes
DFEP : Département fédéral de l'économie publique
DPF : Département politique fédéral
DoDis : Base de données des Documents Diplomatiques Suisses
EDF : Électricité de France
FF : franc français
FS : franc suisse
GPRF : Gouvernement provisoire de la République française
MAE : ministère des Affaires étrangères
MF : ministère des Finances
NARA : National Archives and Records Administration, Washington
OECE : Organisation européenne de coopération économique
OSEC : Office suisse d'expansion commerciale
PIB : Produit intérieur brut
PTT : Postes, Télégraphes et Téléphones
PV : Procès-verbal
PVCF : Procès-verbal du Conseil fédéral

SBS : Société de Banque Suisse

SNCF : Société nationale des chemins de fer

UBS : Union de Banques Suisses

UEP : Union européenne des paiements

UFEFE : Union Financière d'Entreprises Françaises et Étrangères

Préface

L'ouvrage présent provient de l'écriture remaniée d'une thèse de doctorat dont l'élaboration a impliqué une réflexion subtile sur l'objet d'étude ainsi qu'un travail considérable à partir de dépouillements complexes d'archives très dispersées et rédigées en trois langues.

Réflexion sur l'objet, d'abord. Il s'agit d'une véritable thèse, au plein sens du terme, car l'auteure y procède de bout en bout à une même démonstration convaincante. Janick Marina Schaufelbuehl a en effet souhaité d'emblée conjuguer une analyse simultanée et imbriquée des relations franco-suisse sur le double terrain commercial et financier, dans la période s'étalant de 1940 à 1954, marquée à la fois par une série de mutations rapides de l'ordre international, mais aussi des régimes politiques de la France. Le choix, affirmé dès le départ de mêler et démêler les relations bilatérales financières et commerciales, reposait sur la conviction justifiée que ces questions distinctes apparaissent le plus souvent imbriquées à la fois dans les négociations menées entre les deux États et surtout dans les compromis qui en résultent. L'auteure s'attache ainsi à établir cette double approche, respectueuse en outre de la chronologie fine et des différents acteurs – publics et privés – à l'œuvre. On ne pourrait notamment comprendre sans cela que, à partir de 1945, la Suisse utilise à l'égard de la France une véritable *arme financière*, aussi bien dans le court terme de l'après-guerre, pour accéder à des transports et à des matières premières, et en conséquence négocier des accords commerciaux, qu'à plus long terme, pour recouvrer sa place dans la communauté internationale. C'est bien là le cœur d'une vraie thèse qui éclaire les relations économiques entre deux pays de puissance diplomatique inégale, mais qui, bien au-delà, ouvre les voies d'une compréhension renouvelée des relations internationales de la première décennie de ce second xx^e siècle.

Recherches complexes, ensuite, car Janick Marina Schaufelbuehl a dû, afin de dépouiller des sources variées de trois langues différentes, fréquenter les services d'archives à Paris, à Berne, à Bâle, mais aussi à Washington, du fait de l'insertion majeure du Département d'État américain dans les relations financières franco-helvétiques, tout particulièrement à partir de 1944, lorsqu'il est question des avoirs français réfugiés en Suisse, puis, de là, transférés aux États-Unis. L'une des difficultés pour l'auteure a consisté à mesurer avec rigueur l'état des

rapports de forces commerciales entre la France et la Suisse, et des formes de dépendance respective qui en résultent entre les deux pays. Ajoutons que la grande technicité de nombre de débats juridiques, commerciaux, monétaires et financiers a été surmontée avec clarté et élégance, que le récit est écrit avec vivacité, sans lasser le lecteur, avec même ici ou là quelques métaphores bien venues et périodiquement des propos de synthèse nuancés et fermes tout à la fois.

D'abord, on l'a dit, Janick Marina Schaufelbuehl enrichit nos connaissances sur les doubles relations bilatérales franco-suisse, commerciales et financières.

Du côté des relations commerciales, l'auteure a dû avec une grande habileté reconstituer des statistiques originales permettant de différencier deux échelles d'observation pertinentes. Dans un premier temps, elle opère une judicieuse distinction entre des données conjoncturelles, éphémères et propres à la période courte de l'après-guerre, et des données de longue durée, plus structurelles. Pendant les premières années de la paix recouvrée (de 1945 à 1947, voire 1950), la structure des commerces français et suisse se trouve sensiblement modifiée, du fait de la rétraction brutale du commerce allemand, par rapport à une structure antérieure que l'on retrouve de nouveau après 1951. Dans un second temps, elle procède à l'étude très fouillée des échanges en parvenant grâce à un labeur exigeant à surmonter la grande volatilité des nomenclatures douanières et ainsi à définir les échanges par catégories de produits, et plus précisément de machines. Les chiffres en volumes apparaissent certes modestes, mais leur rôle stratégique est éclairé à la lumière des avantages technologiques suisses, acquis au fur et à mesure et bien retracés ici. La dépendance, clairement structurelle, de la France à l'égard de la Suisse se manifeste dans ces importations de produits industriels de niche fabriqués par les firmes helvétiques, en particulier les machines et les biens électrotechniques, du fait de l'effacement conjoncturel de l'Allemagne. Les formes de dépendance de la Suisse à l'égard de la France apparaissent, elles, plutôt tributaires de la conjoncture courte de la fin de la guerre en 1945-1946, également marquée par le repli allemand. Qu'il s'agisse de l'acquisition d'une nouvelle respectabilité internationale, ou plus prosaïquement d'accès aux transports ou aux matières énergétiques (charbon, coke), accès rapidement rétabli une fois levées, avec le retour de la paix, les contraintes dues à l'interruption des axes de circulation traditionnels.

Les relations entre les deux pays apparaissent ainsi clairement dissymétriques, au détriment de la France, quoique puissance de plus grand

poids dans les rapports de forces internationaux. Et ces chiffres, bien que relativement modestes dans une approche agrégée, permettent de comprendre comment les acteurs de l'époque ont voulu, pu et su valoriser leurs atouts respectifs, voire ont fait du chantage, grâce aux fournitures de charbon, du côté français, et de machines très spécifiques du côté suisse, le tout sur un fond de tractations financières. C'est bien en partie sur ce terrain que se construit la division internationale du travail industriel et que se forment les rapports de force entre les économies, chacune essayant de monopoliser les segments décisifs et vitaux de la production. Les chiffres ainsi commentés par l'auteure tendent à montrer avec netteté les chaînes de dépendance de la France à l'égard de l'industrie suisse de l'électrotechnique et des machines, ainsi que la forte rivalité entre la Suisse et les États-Unis sur ce segment après la guerre.

Du point de vue des relations financières, par-delà les difficultés d'une approche statistique des flux financiers, dues pour une grande part à leur nature majoritairement illégale (évasion fiscale et monétaire), Janick Marina Schaufelbuehl établit clairement la double dépendance française, tributaire de la volonté de Paris de placer après 1945 des emprunts français sur le marché financier suisse et surtout la velléité d'accéder aux capitaux français exilés en Suisse dès 1939, voire 1935, puis éventuellement transférés et bloqués aux États-Unis ensuite. Le travail ainsi déployé confirme de façon magistrale que l'enjeu essentiel qui structure au fond toutes les relations – économiques, mais aussi politiques *lato sensu* – entre la Suisse et son voisin occidental au cours du xx^e siècle se situe bien sur le terrain financier, et, au cœur de celui-ci, sur l'évasion des capitaux français vers la Suisse, particulièrement pour des raisons fiscales. Cela fonde la validité de la notion d'*arme financière*, qui parvient à fonder la puissance d'un « petit État » vis-à-vis d'un plus grand. La thèse ainsi défendue apparaît, on s'en doute, d'une actualité brûlante et permet d'établir des continuités saisissantes avec le grand xx^e siècle.

Second mérite, l'ouvrage offre des aperçus nouveaux sur l'articulation entre la politique extérieure et intérieure de chacun des deux pays.

On peut ainsi constater que l'une des spécificités de la Suisse provient de l'intégration dans la machine diplomatique helvétique des milieux dirigeants des affaires financières et industrielles privées, acteurs directs des négociations, alors que la diplomatie française résulte plus sensiblement d'interventions et de compromis élaborés entre les administrations, elles-mêmes distinctes, et les forces politiques.

L'ouvrage ouvre également des perspectives neuves de long terme sur le changement de paradigme que connaissent, dès la fin du xix^e siècle, les

relations économiques entre la Suisse et ses deux principaux partenaires et rivaux, l'Allemagne et la France. Plus précisément, est démontrée l'instauration progressive d'une sorte de division du travail entre les deux États – plus exactement l'établissement de relations industrielles privilégiées avec l'Allemagne et de relations financières avec la France – que la crise économique des années 1930 et que la deuxième guerre mondiale vont certes déstabiliser un temps, sans toutefois la remettre en cause. Cette perspective de longue durée, rarement tracée aussi clairement et de façon aussi convaincante selon nos collègues historiens helvétiques présents au jury, mérite à ce titre d'être poursuivie, en particulier à propos des effets induits sur la question allemande en Europe.

Du point de vue de la France, l'examen des relations bilatérales permet de jeter également un regard nouveau sur certains aspects de l'histoire nationale, à la fois sur des épisodes qu'on croyait bien connus, tels que la politique des doubles taux de change en France décidée par René Mayer en 1948 ou encore les questions de double imposition, examinées avec un utile retour aux années 1930, ou au contraire sur des épisodes très mal connus, telle que la question des avoirs français exilés, que l'auteure détaille avec finesse et parvient de surcroît de manière pionnière à estimer entre six à huit milliards de francs suisses. On a ainsi l'occasion d'élargir notre connaissance d'une réalité persistante en France fort avant dans le xx^e siècle, celle d'un *mur d'argent* de dimension internationale et visiblement bâti bien davantage par des « pierres de taille » que par des « petits cailloux ».

On peut également traverser de manière quelque peu renouvelée le régime de Vichy et la France libre ou le Gouvernement provisoire. De même, on comprend mieux désormais comment la Suisse joue de l'extérieur un rôle de levier dans le glissement à droite de la politique intérieure française en 1948. La périodisation fine de cette évolution permet en effet à Janick Marina Schaufelbuehl de distinguer deux phases, liées notamment à l'évolution politique intérieure française. Dans une période charnière (1945-1947), sous les effets de la poussée anticapitaliste de la Libération, la politique française semble s'orienter vers la volonté de mobiliser les avoirs français réfugiés en Suisse et en partie transférés aux États-Unis. La Suisse, disposant comme on l'a dit de l'*arme financière*, engage alors une politique dilatoire jusqu'au moment où, du fait de l'entrée dans la guerre froide, les ambitions françaises de la première heure s'effacent au cœur d'un jeu d'acteurs qui inclut d'ailleurs la puissance américaine et ses relais en Europe.

Enfin, et ce n'est pas le moindre apport de l'ouvrage, celui-ci échappe à une vision strictement nationale ou bilatérale et nous éclaire sur des éléments essentiels des relations internationales de l'après-guerre.

Le travail accompli accroît considérablement ce que nous savions sur la rivalité et les confrontations entre la Suisse et les États-Unis après la guerre, et fournit peut-être l'une des sources de l'anti-américanisme qui existe depuis lors au sein des milieux dirigeants suisses. On comprend également de manière plus aigüe les enjeux de la mise en place du multilatéralisme, à travers l'instauration de la CECA ou de l'Union européenne des paiements (UEP), et néanmoins de la persistance de logiques bilatérales. Janick Marina Schaufelbuehl montre d'ailleurs avec nuance les fluctuations des jeux d'alliances, qui n'excluent pas des moments de convergence, voire de connivence entre Paris et Berne face à ces autres partenaires.

L'ouvrage confirme en outre plusieurs des études publiées à la suite des travaux de la commission Bergier et contribue à mieux faire saisir les atouts dont dispose la Suisse sur la scène internationale en ce milieu du xx^e siècle. Ces atouts lui offrent la possibilité de se dégager tardivement – pas avant mars 1945! – des liens économiques privilégiés tissés pendant la guerre avec les puissances de l'Axe, sans en payer véritablement le prix à l'égard des vainqueurs. En particulier, la force de l'industrie suisse, et surtout celle de sa place financière, lui permettent de tirer profit des besoins de la reconstruction européenne, et en particulier de ceux de la France, avant même que le climat de guerre froide ne lui garantisse, cette fois-ci de manière durable, le soutien croissant des États-Unis. Les deux guerres mondiales ont ainsi, chacune à leur mesure, bâti et consolidé la puissance de la Suisse comme place financière internationale.

Ce volume, œuvre d'une jeune historienne bien au fait de réalités nationales et de différentes langues, prend place parmi les travaux de l'histoire des relations internationales qui laissent un espace substantiel aux « forces profondes », et parvient à restituer, au-delà des relations franco-suisse, la complexité des tensions entre les logiques nationales et les dynamiques internationales, et ainsi à mieux rendre intelligible une partie des rapports de forces du monde de la guerre et de l'après-guerre.

Michel Margairaz

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis-CNRS/IDHE (Institutions et dynamiques historiques de l'économie).

Introduction

La fin de la deuxième guerre mondiale clôt une période de trente ans de cataclysmes, de conflits internationaux armés, de crises économiques, de bouleversements des systèmes politiques et de barbarie. Entre cette « ère des catastrophes¹ » et les quelque vingt années de boum économique que connaissent les sociétés occidentales, s'insère une décennie qui est tantôt qualifiée de « reconstruction », de « restauration » ou encore d'« après-guerre ». Durant cette période, les rapports de forces entre les puissances économiques et financières du monde occidental sont restructurés et refaçonnés. La division internationale du travail est redéfinie, le poids économique relatif des principaux acteurs mondiaux ayant significativement changé. À l'issue du conflit mondial, les États-Unis se retrouvent en position hégémonique parmi les pays industrialisés à économie de marché : leur Produit national brut (PNB) a bondi de 65 % en valeur réelle, leur appareil de production, préservé des destructions de la guerre, jouit d'un avantage comparatif considérable, la finance américaine connaît un essor fulgurant. Les économies allemandes et japonaises sont temporairement mises hors-circuit : en 1945, leur production n'atteint qu'un cinquième du niveau d'avant guerre. Quant au Royaume-Uni, la France ou encore l'Italie, leurs industries tournent au ralenti. La phase de reconstruction d'après guerre déterminera donc si la place laissée provisoirement vacante par les perdants du conflit mondial sera occupée par les économies sorties renforcées des hostilités, au sein desquelles les États-Unis, mais aussi la Suisse, figurent aux avant-postes.

La présente étude, centrée sur l'analyse des rapports économiques entre la Suisse et la France de 1940 à 1954, s'inscrit au cœur de cette problématique. En effet, les relations franco-helvétiques ne sont pas seulement influencées par les modifications substantielles que connaissent les rapports de forces entre ces deux seuls États mais également par la redéfinition des positions occupées sur l'échiquier international. Toutefois, pour mieux comprendre les changements induits par les années 1940-1954 dans les liens commerciaux et financiers entre la

1. Cf. *Eric John Hobsbawm, L'Âge des extrêmes. Histoire du court xx^e siècle, 1914-1991, Paris, Complexe, 2003 [2^e éd.]*.

Suisse et la France, il est utile de les inscrire dans une perspective de longue durée.

Si l'on prend en considération les rapports de la Suisse moderne avec ses deux principaux partenaires et rivaux, la France et l'Allemagne, on constate un changement de paradigme, qui s'opère entre la fin du XIX^e siècle et la première guerre mondiale. Après sa fondation en 1848, c'est avec la France que le jeune État fédéral suisse développe des liens privilégiés, aussi bien sur le plan commercial que financier. En témoigne le fait que les autorités helvétiques décident, en 1850, d'adopter le franc comme étalon, et non l'une des monnaies circulant sur le territoire allemand, et, en 1865, elles font le choix d'adhérer à l'Union monétaire latine, allant ainsi jusqu'à intégrer le système monétaire français². Toutefois, les choses changent en 1871 avec la victoire de la Prusse sur la France et l'unification allemande. L'impressionnante montée en puissance de l'Allemagne qui s'ensuit, combinée au tournant de la France vers un protectionnisme douanier croissant, pousse les cercles dirigeants de l'économie et de la politique suisses à se réorienter vers le voisin du Nord sur le plan commercial. Cette évolution se concrétise, d'un côté, par la signature d'un traité de commerce décisif avec l'Allemagne, en 1891, qui va entraîner une véritable division du travail industriel entre les deux pays et donc une certaine complémentarité entre leurs appareils productifs. De l'autre côté, cette réorientation helvétique se traduit par le déclenchement d'une guerre commerciale entre la Suisse et la France, qui durera de 1893 à 1895. Dès les années 1890, la France perd donc sa première place dans les échanges de marchandises avec la Suisse, au profit de l'Allemagne.

Cependant, l'évolution dans le domaine financier ne suit pas le même chemin³. Certes, les banques et sociétés financières helvétiques sont

2. Cf. Luca Einaudi, « L'Union latine : convergence et union monétaires dans l'Europe du XIX^e siècle », dans Olivier Feiertag et Michel Margairaz (dir.), *Politiques et pratiques des banques d'émission en Europe (XVII^e-XX^e siècle)*. Le bicentenaire de la Banque de France dans la perspective de l'identité monétaire européenne, Paris, Albin Michel, 2003, p. 299-323 ; Cédric Humair, *Développement économique et État central (1815-1914)*. Un siècle de politique douanière suisse au service des élites, Berne, Peter Lang, 2004, p. 580-616.

3. Sur cette évolution, cf. Raymond Poidevin, *Les Relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, Paris, Presses de Sciences Po, 1969 et p. 36, p. 666-667, p. 711-712 ; Sébastien Guér, *La Politique monétaire et financière de la Confédération suisse, 1900-1920*, Lausanne, Payot, 1993, p. 30, 82 et 92-93 ; Malik Mazbouri, *L'Émergence de la place financière suisse (1890-1913)*, Lausanne, Antipodes, 2005,

fortement sollicitées, à partir de la fin du XIX^e siècle, par l'Allemagne, dont le prodigieux essor industriel nécessite d'importants capitaux. Elles sont notamment invitées à participer, en tant que « *junior partner* », à de grandes opérations internationales menées par le capitalisme allemand. Mais cela ne signifie pas que les liens financiers avec Paris se relâchent, bien au contraire. La France va prendre une importance de plus en plus grande pour la finance helvétique, devenant en effet sa principale pourvoyeuse, et de loin, de fonds étrangers. Elle permet ainsi à la place financière suisse de connaître un essor considérable, liée à sa position de plaque tournante des capitaux internationaux, et de poser les bases de sa transformation en centre bancaire d'importance internationale. On assiste donc, dès la veille du premier conflit mondial, à la cristallisation d'une division des rôles entre l'Allemagne et la France : la première devient le partenaire privilégié de la Suisse sur le plan industriel et commercial et la seconde sur le plan financier.

On comprend dès lors toute l'importance des années 1940-1954 pour les relations franco-suisse. La deuxième guerre mondiale et la phase très délicate qui suit les hostilités risquaient de remettre profondément en cause l'équilibre décrit ci-dessus. Les structures et les flux économiques alors en place depuis une quarantaine d'années sont déstabilisés par le bouleversement des échanges commerciaux et financiers que la Suisse entretient avec l'Allemagne et la France, ainsi que par le nouveau rôle dominant des États-Unis dans les relations intra-européennes. D'où l'intérêt de l'étude qui suit.

L'examen de cette période se heurte cependant à une difficulté d'ordre historiographique qu'il faut d'ores et déjà signaler. De manière générale, le contraste est saisissant entre le poids économique international considérable de la Suisse au XX^e siècle et la pauvreté de l'historiographie consacrée à cet aspect. Depuis longtemps, la Confédération helvétique est le deuxième client de l'Union européenne pour les exportations de marchandises, derrière les États-Unis mais devant des pays comme le Japon, la Chine ou le Canada. Elle se place dans le peloton de tête pour le volume brut des investissements extérieurs directs, au premier rang si l'on prend le montant des investissements par nombre d'habitants

p. 157-478 ; Marc Perrenoud et al., *La Place financière et les banques suisses à l'époque du national-socialisme. Les relations des grandes banques avec l'Allemagne (1931-1946)*, volume 13, Zurich, Chronos, 2002, p. 31-151 ; Yves Sancey, *Un Capitalisme de gentlemen. Émergence et consolidation de l'autorégulation bancaire en Suisse et en Angleterre (1914-1940)*, thèse de doctorat, Université de Lausanne, 2004, p. 321-364.